

Maintenons nos outils de production

Rappelez-vous, une certaine Barbara Pompili, secrétaire d'Etat aux côtés de Ségolène Royal, a milité au parlement pour faire interdire les néonicotinoïdes et a instauré le droit de non régression environnementale.

Ainsi le 21 juillet 2016, dans un hémicycle clairsemé, quelques députés ont voté la loi biodiversité sans en mesurer les impacts environnementaux, ni économiques. Les anti-tout venaient de remporter une bataille symbolique.

Le dogmatisme, cette façon de chercher une solution à un problème qui n'existe pas, venait de rentrer en grande pompe dans le code rural et environnemental.

Nous avons prévenu et annoncé des conséquences dramatiques pour un certain nombre de cultures.

Sur les céréales, nous connaissions les conséquences de ces interdictions. Mais voilà que sur la betterave, la situation tourne au cauchemar. La virose de la jaunisse impacte 100 % des parcelles avec des prévisions de baisse de rendements de l'ordre de - 30 à - 50 %, une catastrophe annoncée pour la filière toute entière et des pertes pharaoniques.

La CGB, la FNSEA, les JA et les industriels sont mobilisés depuis des semaines pour expliquer et convaincre le gouvernement de faire marche arrière à l'image d'autres Etats membres qui ont proposé à leurs agriculteurs des dérogations à l'interdiction d'utilisation des néonicotinoïdes.

La vague verte française cristallise les avis autour de cette loi. Et si la seule proposition du ministre de l'Agriculture se limite à indemniser les agriculteurs touchés, je dis non!

C'est une vision à la petite semaine, sans hauteur de vue qui n'empêchera pas nos sucreries de fermer, des pertes d'emplois et des importations de sucres étrangers.

Serait-ce donc cela « la souveraineté alimentaire » ?

En attendant, des choix s'imposent dans nos entreprises. Les assolements se finalisent et bon nombre d'entre nous s'interroge sur la part à réserver pour les emblavements de betteraves l'année prochaine.

Je crois qu'il faut garder la tête froide, le pire des scénarii serait que nous renoncions nous mêmes à la betterave.

Nombre d'entre nous a investi dans nos usines, des contrats d'engagement sont signés et un lien historique existe entre nos territoires et cette filière d'excellence.

Le moment est difficile, mais les négociations ne sont pas terminées. Il faut croire en l'action syndicale. Je vous encourage à maintenir votre assolement comme prévu malgré l'incertitude.

Cette rentrée sera brûlante, la détresse des agriculteurs est réelle avec cette moisson difficile, avec les suppressions de nos moyens de production sans alternative, avec les ZNT,...

La ministre Pompili comme d'autres devront rendre des comptes aux agriculteurs. Nous sommes déterminés à nous battre !

Syndicalement,



CYRILLE MILARD

président de la FDSEA77